



Confédération paysanne

Syndicats pour une agriculture paysanne et la défense de ses travailleurs

CLIMAT : L'AGRICULTURE PAYSANNE POUR REFROIDIR LA PLANÈTE

Le changement climatique est devenu une réalité. Les scientifiques estiment que la planète se dirige actuellement vers une hausse de 4°C d'ici la fin du siècle, et qu'au-delà de 2°, des conséquences dramatiques inévitables mettraient en danger l'écosystème de notre planète et mèneraient la communauté humaine au désastre.

Le système alimentaire industriel contribue pour près de 50 % du total des émissions de gaz à effet de serre (GES)¹. L'agriculture elle-même contribue à hauteur d'environ 15%² du total de ces émissions, 20 % avec le transport. Le reste concerne les déchets, la transformation, l'emballage et la congélation. En France, en 2018, l'agriculture était à l'origine de 19 % des émissions de gaz à effet de serre (en deuxième position derrière les transports)³.

La décennie 2010-2020 est la plus chaude jamais enregistrée, et les six dernières années depuis 2015 ont toutes atteint des records selon l'Organisation météorologique mondiale⁴. La décennie a été marquée par une multiplication d'événements météorologiques extrêmes. Face à cela, les conférences de l'ONU sur le changement climatique (COP) se succèdent sans qu'aucun accord contraignant pour les États ne voie le jour. Les plans climat des pays dans le cadre de l'Accord de Paris permettent



Crédits photo : Bartoli

d'atteindre 1% de l'objectif fixé de réduction des émissions de GES⁵. Alors que le système capitaliste de domination économique et sociale est responsable du désastre environnemental en cours, la classe politique est donc loin d'en tirer les conséquences. Elle renforce au contraire ce système par la promotion de « fausses solutions » dont le seul objectif est de préserver les intérêts financiers de quelques acteurs économiques importants. En attendant, ce sont les paysan-ne-s du monde qui souffrent : sécheresses, inondations et autres catastrophes climatiques, pertes de récoltes et de biodiversité, problèmes sanitaires, destructions des savoirs et pratiques paysannes, déplacements de populations, etc.

Le développement de pratiques agricoles basées sur une utilisation intensive d'intrants chimiques et énergétiques issus des énergies fossiles a conduit à la destruction de la vie d'une part importante des terres arables. L'extension de l'agriculture industrielle (élevage intensif, monocultures) a entraîné la destruction d'importants puits de carbone, comme les sols riches en humus et les forêts. Ces dérives agricoles sont des causes importantes des dérèglements climatiques.

La Confédération paysanne affirme que l'agriculture paysanne peut contribuer à « refroidir la planète », car elle répond aux exigences de respect de la nature et des paysan-ne-s qui travaillent avec elle au quotidien.

1 Souveraineté alimentaire : 5 étapes pour refroidir la planète et nourrir sa population, Grain, la Via Campesina

2 INSEE (<https://www.insee.fr/fr/statistiques/2015759#tableau-figure1>)

3 Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation <https://agriculture.gouv.fr/emissions-de-gaz-effet-de-serre-lagriculture-francaise-respecte-les-objectifs-de-la-strategie>

4 https://www.lemonde.fr/planete/article/2021/01/14/2020-a-ete-l-une-des-trois-annees-les-plus-chaudes-dans-le-monde_6066279_3244.html

5 <https://unfccc.int/news/climate-commitments-not-on-track-to-meet-paris-agreement-goals-as-ndc-synthesis-report-is-published>

UN SYSTÈME À BOUT DE SOUFFLE

PRATIQUES AGRICOLES INDUSTRIELLES : UN DANGER POUR LE CLIMAT !

L'industrialisation de l'agriculture a créé une partie des pollutions responsables du changement climatique. Pour s'intégrer au système économique mondialisé qui lui demande d'abonder des marchés internationaux financiarisés avant de nourrir des peuples, le modèle agricole d'aujourd'hui s'est construit sur une augmentation à outrance des quantités produites par agriculteur. Cette intensification s'est accompagnée d'une disparition phénoménale du nombre de paysan-ne-s, remplacés par un recours exponentiel aux intrants chimiques dont la production est fortement consommatrice d'énergie fossile. Elle a aussi entraîné l'utilisation massive d'énergie fossile pour le fonctionnement des machines agricoles et pour le transport des produits sur des distances parfois très longues. L'intensification et l'industrialisation de l'élevage ont provoqué une accentuation des émissions polluantes (méthane, surplus de fumiers et lisiers, etc.). L'intensification des monocultures a détruit la quasi-totalité de l'humus accumulé par des siècles d'agriculture paysanne. La production agricole industrielle concentre les terres agricoles et favorise la déforestation de nombreuses zones de la planète, détruisant ainsi d'importantes réserves de carbone. Ces pratiques sont les principales sources d'émissions de GES de l'agriculture. Alors que le rôle premier des plantes et de l'agriculture est de transformer l'énergie solaire en carbone puis en sucres, en fibres et en protéines qui nourrissent les hommes et les animaux, l'industrialisation a fait d'une partie de l'agriculture une activité consommatrice d'énergie fossile, anéantissant ses effets bénéfiques.

LE BUSINESS DES FAUSSES SOLUTIONS

Alors qu'un changement de modèle s'impose, les dérèglements climatiques deviennent une opportunité de profits pour l'industrie et les multinationales qui se saisissent de la problématique pour faire passer leurs fausses solutions, toujours plus néfastes pour l'environnement et les populations. On retrouve les OGM, les herbicides, les biotechnologies, la

géo-ingénierie qui propose de « manipuler » le climat, etc. La production d'agrocarburants utilise des millions d'hectares pour alimenter les machines alors qu'ils devraient être couverts de forêts ou de cultures vivrières. La généralisation de l'utilisation de la biomasse, pratique qui consiste à convertir les plantes, les algues et tous les résidus organiques (déchets, fumier) en une source d'énergie, réduit la vie marine et empêche les sols de récupérer la matière organique nécessaire à leur fertilité et à leur protection contre l'érosion. « L'Agriculture intelligente face au climat »¹ est le symptôme de cet opportunisme. Présentée comme un nouveau produit qui va ralentir la crise climatique, elle n'exclut pas l'usage des intrants chimiques, des OGM, ne remet pas en cause l'élevage industriel ou les agrocarburants. Ce concept est une manœuvre permettant aux multinationales et gouvernements de faire passer et financer leurs innovations industrielles et biotechnologiques aux dépens de l'autonomie des paysan-ne-s et de la souveraineté alimentaire.

LES PAYSAN-NE-S : PREMIÈRES VICTIMES

Raréfaction de l'eau, sécheresses accentuées, fréquences accrues des inondations et événements climatiques extrêmes provoquent des dégâts souvent irréversibles. La destruction des cultures et des outils de production n'est plus rare. Le changement climatique provoque aussi une modification des cycles biologiques et de la biodiversité, rendant la pratique agricole de plus en plus difficile pour les paysan-ne-s, obligés de s'adapter à un calendrier saisonnier perturbé. En France, en viticulture ou en arboriculture par exemple, on fait le constat d'un avancement des dates de récoltes ou de floraisons, augmentant le risque de gel tardif. Les modifications de températures provoquent un changement de l'état sanitaire des cultures rendant leur gestion de plus en plus difficile. L'irrigation pour les cultures ou l'abreuvement en élevage deviennent compliqués à assurer. Enfin, les activités maritimes telles que la mytiliculture ou les marais salants, sont aussi très touchées par le changement climatique responsable de l'augmentation du niveau moyen de la mer, de tempêtes plus fréquentes ou encore d'un changement de la qualité de l'eau.



Toutes ces modifications nécessitent de faire évoluer les pratiques agricoles. Mais la difficulté de changer de système dans un monde formaté par l'agro-industrie et sans moyens dédiés, rend ces évolutions très compliquées. Il est très difficile de se relever après des pertes de récoltes importantes ou d'investir dans des outils et pratiques différents.

Les paysan-ne-s et populations rurales du Sud sont encore plus fortement soumis aux événements climatiques extrêmes et à l'accaparement de terres. La capacité de résilience de ces populations est beaucoup plus faible qu'au Nord. Ainsi ce sont des millions de migrants climatiques qui se déplacent pour fuir des zones devenues inappropriées à l'agriculture. Les femmes sont d'autant plus touchées, car elles sont souvent le pilier de la famille pour l'alimentation.

¹ Concept qui a émergé au sein de l'ONU. Ban Ki Moon, alors Secrétaire général de l'ONU a profité du sommet des chefs d'État sur le climat du 23 septembre 2014 à New York pour le mettre au-devant de la scène. La France a officiellement annoncé sa participation en tant que membre fondateur de l'Alliance globale pour l'agriculture intelligente face au climat.

UNE VRAIE ALTERNATIVE POUR LE CLIMAT : L'AGRICULTURE PAYSANNE

Élaborée par les militant-e-s de la Confédération paysanne en 1998, au sein de la FA-DEAR, l'agriculture paysanne est déclinée en six thèmes qui permettent de faire évoluer l'agriculture vers un autre modèle économique, social et sociétal, et de fait de faire face à la crise climatique.

La préservation de l'environnement, de la biodiversité et du patrimoine constituent des priorités que les systèmes agricoles doivent

prendre en compte. L'agriculture paysanne a pour double objectif de préserver le milieu naturel et d'en utiliser les fonctionnalités. Elle met en place des assolements comportant des espèces aux caractéristiques et exigences agronomiques variées. Cette biodiversité permet ainsi de lutter naturellement contre le parasitisme et le salissement des cultures. L'agriculture paysanne recherche les modes de culture et d'élevage qui maintiennent voire améliorent la fertilité des sols

et tendent vers l'autonomie. En effet, ces systèmes font appel à peu d'intrants de synthèse (engrais et pesticides). Elle veille à la gestion de l'espace : maintien des haies, entretien et aménagement des structures paysagères et des espaces naturels non cultivés, etc. La taille raisonnable des troupeaux permet le maintien de prairies et d'espaces pastoraux arborés, puits de carbone. Le travail léger des sols diminue fortement la consommation de carburant fossile à l'hectare. Par ailleurs, la préservation de la ressource en eau constitue un enjeu-clé face au changement climatique. L'agriculture paysanne par ses systèmes économes et sa capacité à utiliser les cycles biologiques naturels permet de limiter au maximum son impact sur cette ressource vitale. Enfin, l'insertion forte dans des systèmes économiques locaux permet une relocalisation de la production, indispensable pour faire face à la crise climatique.

Tous ces mécanismes offrent à l'agriculture paysanne un potentiel de séquestration durable du carbone dans l'humus des sols et de limitation de production des gaz à effet de serre très importants.

La NATURE est le principal capital des paysans : il est essentiel de travailler avec elle et non contre elle

Développer la QUALITÉ et le goût des productions agricoles

RÉPARTIR équitablement les volumes et les moyens de productions



TOUS VÉGÉTARIENS ?

L'élevage est souvent cité dans les débats sur le changement climatique comme une cause importante de cette crise et devient donc une donnée centrale des revendications, notamment sur la modification des régimes alimentaires. Ne pas manger de viande devient le symbole d'un engagement pour le climat.

Il est certain que l'élevage industriel intensifie le changement climatique en rejetant d'importantes quantités de GES. Les énormes concentrations d'animaux hors sol ne permettent pas de restituer leurs déjections pour enrichir les terres agricoles qui produisent leur nourriture, car celles-ci sont situées à l'autre bout de la planète. Ces déjections deviennent un déchet polluant l'eau et l'air tandis que les terres cultivées qui en sont privées s'appauvrissent et ne peuvent plus séquestrer de carbone. Cet élevage industriel entretient un système agronomique déconnecté des cycles naturels, participe à un système économique énergivore et produit une alimentation de faible qualité.

A contrario, l'élevage paysan est souvent inscrit dans un cycle agronomique favorisant la polyculture-élevage et le pastoralisme. Il maintient des surfaces considérables de prairies permanentes (11 millions d'ha en France) qui sont de véritables puits de carbone en permettant son stockage dans le sol. Grâce au processus naturel de la photosynthèse, l'herbe des prairies utilise le dioxyde de carbone de l'air (CO₂), l'énergie solaire et l'eau pour pousser. Le carbone s'accumule ainsi dans les tissus végétaux, puis dans le sol sous forme de matière organique quand les plantes meurent. Ces prairies sont également garantes du maintien de la biodiversité végétale et animale. Les déjections des animaux sont d'excellents fertilisants du sol et permettent la vie de nombreux insectes et micro-organismes. Dans nos climats tempérés, une production végétale paysanne n'est pas possible sans apports aux sols grâce à l'élevage. Le maintien d'un élevage paysan permet de limiter l'utilisation d'engrais de synthèse.

Les régimes alimentaires actuels des pays occidentaux intègrent, certes, une part carnée trop importante par rapport aux besoins, et diminuer la consommation de viande est une nécessité sanitaire autant qu'écologique. Cependant, cette diminution doit s'accompagner de revendications autour de l'élevage : suppression des élevages industriels et des concentrations régionales d'animaux et soutien aux pratiques paysannes et pastorales. Revendiquer la disparition totale de l'élevage, c'est faire le jeu de l'industrie qui attend avec impatience que la société civile lui fraye le chemin vers une viande sans élevage fabriquée en laboratoire par la biologie de synthèse. Nous défendons l'élevage paysan qui répond aux pratiques de l'agriculture paysanne par son souci de bonnes conditions d'élevage, de qualité des produits et de l'environnement, et qui fait vivre de nombreux paysan-ne-s dans le monde.

NON AUX FAUSSES SOLUTIONS, OUI À PLUS DE JUSTICE SOCIALE, CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTALE

La Confédération paysanne s'oppose à toutes les fausses solutions qui ne servent que les intérêts d'une minorité aux dépens des populations et de leurs capacités à se nourrir elles-mêmes !

■ L'installation de paysan-ne-s nombreux-se-s est indispensable pour permettre le maintien et le développement de l'agriculture paysanne. Ceci passe par un accès au foncier prioritaire pour l'installation dans des fermes à dimension humaine. **Il faut stopper la consommation démesurée des surfaces agricoles !** La consommation de foncier agricole, très souvent pour des projets énergivores et climaticides (Extension des exploitations Lafarge à St Colombran, Triangle de Gonesse, Grand Paris Express, entrepôts Amazon, etc.) détruit irréversiblement notre capacité à faire face aux dérèglements climatiques.

■ L'agriculture a besoin d'une vraie politique agricole et alimentaire ! Au lieu de cela, la PAC ¹ est excluante et dépourvue de mécanismes efficaces de régulation. Ses effets ne sont globalement pas à la hauteur des enjeux sociaux, alimentaires et environnementaux. Pour faire face au changement climatique, la PAC doit être bien plus ambitieuse, soutenir les alternatives et une transition agroécologique qui permette un changement de système !

■ Tout ceci n'est possible qu'avec l'arrêt du libre-échange. Les accords négociés ou en cours de négociation (Tafta, Ceta, UE-Mercosur, APE) livrent l'agriculture et l'alimentation au libéralisme le plus débridé. Ces accords remettent en cause les politiques publiques, déstructurent les filières agricoles et détruisent la souveraineté alimentaire des États. Les effets d'une agriculture mondialisée sont très néfastes pour l'environnement et le climat. **Une re-localisation des systèmes doit s'opérer.** Or, le modèle promu par ces accords est une agriculture capitaliste, industrielle et financiarisée, à contre-courant de toutes possibilités de freiner les dérèglements climatiques. Dans un contexte global, ce sont les populations des pays du Sud qui sont les premières victimes de ces dérèglements climatiques. Le changement de système doit se faire grâce et avec plus de justice climatique ! Les pays du Nord doivent reconsidérer leurs modes de production et de consommation pour permettre aux populations des pays du Sud de vivre décemment.

L'AGRICULTURE INDUSTRIELLE POUR NOURRIR LE MONDE ?

On entend souvent que l'agriculture industrielle est très productive. L'ancien rapporteur du droit à alimentation de l'ONU Olivier de Schutter¹ a pourtant apporté un démenti cinglant à cet énorme mensonge. Les petits paysans produisent plus de 70 % de la nourriture consommée sur la planète en n'utilisant qu'un quart des terres cultivées et des ressources en eau, tandis que l'agriculture industrielle ne produit qu'un quart de la nourriture en immobilisant les trois quarts des ressources. L'agriculture industrielle est certes plus productive par unité de main-d'œuvre, car elle a remplacé les paysans par les énergies fossiles qui réchauffent la planète. Mais l'agriculture paysanne est bien plus productive par unité de surface, car elle s'appuie sur des paysans nombreux. Rendre la terre aux centaines de millions de paysans sans terre est le seul moyen de produire une nourriture abondante en contribuant à refroidir la planète.

¹ Olivier de Schutter, référence citée par Grain et Etc-group

¹ Politique agricole commune

LA COMPENSATION : FAUSSE BONNE IDÉE

Neutralité carbone, « zéro artificialisation nette », « zéro émissions nettes »... Depuis quelques années, on voit émerger ces concepts que l'on retrouve dans de nombreuses politiques climatiques et environnementales et qui se réfèrent au même principe : le principe de compensation. Celui-ci repose sur l'idée qu'un impact négatif peut être contrebalancé par un impact positif afin d'atteindre un « équilibre » entre ce qui est émis et ce qui est stocké ou entre ce qui est dégradé et ce qui est restauré.

Une idée à priori emballante, mais qui se révèle en réalité dangereuse. Tout d'abord, l'enjeu principal de la lutte contre les dérè-

glements climatiques est la réduction des émissions de GES. Or, avec la compensation, au lieu de chercher à éviter les pollutions, l'artificialisation de sols ou les émissions de GES, on va chercher à les compenser, ce qui ne permet pas de ralentir ces impacts, mais au contraire à accorder un droit à polluer ou à artificialiser. Par ailleurs, pour permettre cette compensation dans le champ climatique, de plus en plus de politiques publiques et d'acteurs privés misent sur les « puits de carbone ». Sont évoqués alors les espaces naturels et agricoles (prairies notamment) que des entreprises et gouvernements peuvent s'approprier pour y imposer des pratiques entraînant le non-respect des

populations qui y vivent et y travaillent. Cela peut aussi provoquer d'importants accaparements de terres et se faire au détriment de la souveraineté alimentaire (implantation de biomasse à des fins énergétiques). Notons par ailleurs que stocker du carbone dans ces puits n'est pas immédiat et est réversible.

Ce principe de compensation apparaît donc davantage comme une tentative de minimiser les responsabilités environnementales, alors que l'urgence est bien de réduire et d'éviter ces impacts. Ainsi, compenser permet aux politiques de ne pas prendre de mesures pour réduire les émissions et aux industriels de continuer à polluer.